

Artikel 1. Dit decreet heeft uitwerking op de datum van de algehele hernieuwing van de gemeente- en provincieraden samengesteld uit de verkiezingen van 14 oktober 2018.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 14 februari 2019.

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken
en Administratieve Vereenvoudiging,
A. GREOLI

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Tewerkstelling en Vorming,
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken,
Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,
C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,
J.-L. CRUCKE

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden,
Toerisme, Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,
R. COLLIN

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuur,
V. DE BUE

(1) Zitting 2018-2019.

Stukken van het Waalse Parlement 1260 (2018-2019) Nrs. 1 tot 3.

Volledig verslag, plenaire zitting van 13 februari 2019

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/201063]

21 FEVRIER 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif au Comité de monitoring gouvernemental des pensions des agents des pouvoirs locaux

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 20;

Vu le décret du 23 mars 1995 portant création d'un Centre régional d'aide aux communes chargé d'assurer le suivi et le contrôle des plans de gestion des communes et des provinces et d'apporter son concours au maintien de l'équilibre financier des communes et des provinces de la Région wallonne, l'article 5, § 2, e);

Vu le rapport du 5 décembre 2018 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 11 janvier 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant la décision du Gouvernement wallon du 14 décembre 2017 relative à l'octroi d'un crédit d'aide extraordinaire au travers du Compte CRAC long terme sans intervention régionale afin de permettre la prise en charge des cotisations de responsabilisation des pensions des agents des pouvoirs locaux;

Considérant qu'il convient de faire rétroagir le présent arrêté au 1^{er} janvier 2019;

Que la rétroactivité des actes administratifs est admise dès lors qu'elle est nécessaire à la continuité du service public et à la régularisation d'une situation de fait ou de droit pour autant qu'elle respecte les exigences de la sécurité juridique et les droits individuels;

Que l'adoption en l'espèce d'un arrêté rétroactif aura pour effet que le Comité puisse assurer les missions dont l'a chargé le Gouvernement en sa séance du 20 décembre 2018;

Que l'effet rétroactif bénéficie donc aux intéressés et, en ce sens, se justifie;

Considérant la circulaire du 6 mars 2018 fixant les modalités relatives à l'octroi d'un crédit d'aide extraordinaire au travers du Compte CRAC long terme sans intervention régionale afin de permettre la prise en charge des cotisations de responsabilisation des pensions des agents des pouvoirs locaux;

Sur la proposition de la Ministre des Pouvoirs locaux;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Création et composition

Article 1^{er}. § 1^{er}. Il est créé un Comité de monitoring gouvernemental des pensions des agents des pouvoirs locaux composé comme suit :

1° le Ministre-Président;

2° le ou les vice-présidents;

- 3° le Ministre du Budget dans ses attributions;
- 4° le Ministre ayant les Pouvoirs locaux dans ses attributions;
- 5° le fonctionnaire dirigeant ou le fonctionnaire dirigeant adjoint du Centre régional d'aide aux communes;
- 6° le directeur général de la Direction générale opérationnelle Intérieur et Action sociale du Service public de Wallonie.

La Cellule d'informations financières et l'Inspection des Finances sont invitées en qualité d'observateurs et disposent d'une voix consultative.

§ 2. Le Comité visé au paragraphe 1^{er} est assisté d'un Comité d'avis technique composé comme suit :

- 1° le Ministre ayant les Pouvoirs locaux dans ses attributions;
- 2° le fonctionnaire dirigeant ou le fonctionnaire dirigeant adjoint du Centre régional d'aide aux communes;
- 3° le directeur général de la Direction générale opérationnelle Intérieur et Action sociale du Service public de Wallonie.

La Cellule d'informations financières et l'Inspection des Finances sont invités en qualité d'observateurs et disposent d'une voix consultative.

§ 3. La présidence des Comités visés aux paragraphes 1^{er} et 2 est assurée par le Ministre ayant les Pouvoirs locaux dans ses attributions.

§ 4. Les membres des Comités visés aux paragraphes 1^{er} et 2 ne sont pas rémunérés pour assister aux réunions de ces Comités.

§ 5. Le secrétariat des Comités visés aux paragraphes 1^{er} et 2 est assuré par le Centre régional d'aide aux communes. Les réunions n'en sont pas publiques. Toutefois les Comités peuvent inviter toute personne dont l'expertise est de nature à compléter leur information. La présence des personnes précitées est limitée à la discussion du point au sujet duquel elles sont invitées à s'exprimer. Elles n'ont pas voix délibérative et sont informées de la confidentialité des travaux des Comités.

§ 6. Chaque Comité arrête son règlement d'ordre intérieur.

CHAPITRE II. — *Mission et fonctionnement*

Art. 2. § 1^{er}. Le Comité visé à l'article 1^{er}, § 1^{er}, est chargé de contrôler et d'évaluer la situation financière des requérants d'une aide régionale relative aux cotisations de responsabilisation des pensions des agents des pouvoirs locaux. Dans ce cadre, il analyse la pertinence de chaque demande et remet, sous forme de rapport, un avis motivé au Gouvernement.

Son analyse se fonde, notamment, sur le rapport et l'avis motivé du Comité visé à l'article 1^{er}, § 2.

En outre, il établit annuellement un cadastre des aides accordées.

§ 2. Le Ministre ayant les Pouvoirs locaux dans ses attributions est habilité à étendre les missions du Comité visé à l'article 1^{er}, § 1^{er}, en fonction des problématiques financières rencontrées par les pouvoirs locaux.

Art. 3. Le Comité visé à l'article 1^{er}, § 1^{er}, fixe un calendrier prévisionnel de ses travaux conforme à celui requis par la circulaire du 6 mars 2018 fixant les modalités relatives à l'octroi d'un crédit d'aide extraordinaire au travers du Compte CRAC long terme sans intervention régionale afin de permettre la prise en charge des cotisations de responsabilisation des pensions des agents des pouvoirs locaux.

Il se réunit au minimum trois fois par an.

CHAPITRE III. — *Dispositions finales*

Art. 4. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2019.

Art. 5. Le Ministre des Pouvoirs locaux est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 21 février 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,
V. DE BUE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/201063]

21. FEBRUAR 2019 — Erlass der Wallonischen Regierung betreffend den Monitoringausschuss der Regierung für die Pensionen der Bediensteten der lokalen Behörden

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 20;

Aufgrund des Dekrets vom 23. März 1995 zur Einrichtung eines regionalen Beihilfezentrums für die Gemeinden, mit dem Auftrag, die Bearbeitung und die Überwachung der Verwaltungspläne der Gemeinden und der Provinzen zu gewährleisten und seine Unterstützung für die Aufrechterhaltung des finanziellen Gleichgewichts der Gemeinden und der Provinzen der Wallonischen Region zu gewähren, Artikel 5 § 2 Buchstabe e);

Aufgrund des Berichts vom 5. Dezember 2018, der gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund des am 11. Januar 2019 beim Staatsrat in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat eingereichten Antrags auf Stellungnahme innerhalb einer Frist von dreißig Tagen;

In der Erwägung, dass innerhalb dieser Frist kein Gutachten abgegeben wurde;

Aufgrund von Artikel 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In Erwägung des Beschlusses der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 2017 über die Gewährung eines außerordentlichen Beihilfekredits ohne regionale Beteiligung über das langfristige Konto des regionalen Beihilfezentrums für die Gemeinden, um die Übernahme der Verantwortlichkeitsbeiträge für die Pensionen der Bediensteten der lokalen Behörden zu ermöglichen;

In der Erwägung, dass es angebracht ist, dass der vorliegende Erlass auf den 1. Januar 2019 zurückwirkt;

Dass die Rückwirkung von Verwaltungsakten zulässig ist, sofern sie für die Kontinuität des öffentlichen Dienstes und die Regularisierung einer Sach- oder Rechtslage erforderlich ist, unter der Voraussetzung, dass sie die Anforderungen der Rechtssicherheit und die individuellen Rechte beachtet;

Dass in dem vorliegenden Fall die Verabschiedung eines rückwirkenden Erlasses zur Folge haben wird, dass der Ausschuss imstande ist, die Aufgaben wahrzunehmen, mit denen die Regierung ihn in ihrer Sitzung vom 20. Dezember 2018 beauftragt hat;

Dass die rückwirkende Kraft demnach den Betroffenen zugutekommt, und in diesem Sinne gerechtfertigt werden kann;

In Erwägung des Rundschreibens vom 6. März 2018 zur Festlegung der Modalitäten betreffend die Gewährung eines außerordentlichen Beihilfekredits ohne regionale Beteiligung über das langfristige Konto des regionalen Beihilfezentrums für die Gemeinden, um die Übernahme der Verantwortlichkeitsbeiträge für die Pensionen der Bediensteten der lokalen Behörden zu ermöglichen;

Auf Vorschlag der Ministerin für lokale Behörden;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Schaffung und Zusammensetzung*

Artikel 1 - § 1. Es wird ein Monitoringausschuss der Regierung für die Pensionen der Bediensteten der lokalen Behörden geschaffen, der sich wie folgt zusammensetzt:

1° der Ministerpräsident,

2° der oder die stellvertretenden Präsidenten;

3° der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört;

4° der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die lokalen Behörden gehören;

5° der leitende Beamte oder der beigeordnete leitende Beamte des regionalen Beihilfezentrums für die Gemeinden ("Centre régional d'aide aux communes") (CRAC);

6° der Generaldirektor der operativen Generaldirektion Inneres und soziale Maßnahmen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie.

Die Stelle für Finanzinformationen und die Finanzinspektion werden als Beobachter zu den Sitzungen eingeladen, und verfügen über eine beratende Stimme.

§ 2. Dem in Paragraph 1 genannten Ausschuss wird ein technischer Beratungsausschuss beigelegt, der sich wie folgt zusammensetzt:

1° der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die lokalen Behörden gehören;

2° der leitende Beamte oder der beigeordnete leitende Beamte des regionalen Beihilfezentrums für die Gemeinden ("Centre régional d'aide aux communes") (CRAC);

3° der Generaldirektor der operativen Generaldirektion Inneres und soziale Maßnahmen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie.

Die Stelle für Finanzinformationen und die Finanzinspektion werden als Beobachter zu den Sitzungen eingeladen, und verfügen über eine beratende Stimme.

§ 3. Der Vorsitz über die in den Paragraphen 1 und 2 genannten Ausschüsse wird vom Minister wahrgenommen, zu dessen Zuständigkeitsbereich die lokalen Behörden gehören.

§ 4. Die Mitglieder der in den Paragraphen 1 und 2 genannten Ausschüsse erhalten keine Entlohnung, um an den Sitzungen dieser Ausschüsse teilzunehmen.

§ 5. Das Sekretariat der in den Paragraphen 1 und 2 genannten Ausschüsse wird von dem regionalen Beihilfezentrum für die Gemeinden wahrgenommen. Die Versammlungen der Ausschüsse sind nicht öffentlich. Die Ausschüsse können jedoch jede Person einladen, deren Fachwissen ihre Information ergänzen könnte. Die Anwesenheit der vorgenannten Personen ist auf die Besprechung desjenigen Punktes, über den ihre Meinung erbeten wird, beschränkt. Sie haben keine beschließende Stimme und werden über die Vertraulichkeit der Arbeiten der Ausschüsse informiert.

§ 6. Jeder Ausschuss bestimmt seine Geschäftsordnung.

KAPITEL II — *Aufgabe und Arbeitsweise*

Art. 2 - § 1. Der in Artikel 1 § 1 genannte Ausschuss ist mit der Kontrolle und Bewertung der finanziellen Lage der Antragsteller auf eine regionale Beihilfe in Bezug auf die Verantwortlichkeitsbeiträge für die Pensionen der Bediensteten der lokalen Behörden beauftragt. In diesem Rahmen untersucht er die Relevanz jedes Antrags und übermittelt der Regierung eine begründete Stellungnahme in Form eines Berichts.

Seine Analyse beruht insbesondere auf dem Bericht und der begründeten Stellungnahme des in Artikel 1 § 2 genannten Ausschusses.

Darüber hinaus erstellt er ein jährliches Kataster der gewährten Beihilfen.

§ 2. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die lokalen Behörden gehören, ist befugt, die Aufgaben des in Artikel 1 § 1 genannten Ausschusses je nach den finanziellen Problemstellungen, auf welche die lokalen Behörden stoßen, zu erweitern.

Art. 3 - Der in Artikel 1 § 1 genannte Ausschuss bestimmt einen voraussichtlichen Zeitplan seiner Arbeiten in Übereinstimmung mit den Anforderungen des Rundschreibens vom 6. März 2018 zur Festlegung der Modalitäten betreffend die Gewährung eines außerordentlichen Beihilfekredits ohne regionale Beteiligung über das langfristige Konto des regionalen Beihilfezentrums für die Gemeinden, um die Übernahme der Verantwortlichkeitsbeiträge für die Pensionen der Bediensteten der lokalen Behörden zu ermöglichen.

Er kommt mindestens dreimal im Jahr zusammen.

KAPITEL III — *Schlussbestimmungen*

Art. 4 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2019 wirksam.

Art. 5 - Der Minister für lokale Behörden wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 21. Februar 2019

Für die Regierung:
Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Die Ministerin für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen
V. DE BUE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/201063]

21 FEBRUARI 2019. — Besluit van de Waalse Regering betreffende het Monitoringcomité van de Regering voor de pensioenen van de personeelsleden van de lokale besturen.

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 20;

Gelet op het decreet van 23 maart 1995 houdende oprichting van een "Centre régional d'aide aux communes" (Gewestelijk hulpcentrum voor gemeenten) dat moet zorgen voor de opvolging van en de controle op de beheersplannen van de gemeenten en provincies en dat het financiële evenwicht van de gemeenten en provincies van het Waalse Gewest moet helpen handhaven, inzonderheid op artikel 5, § 2, e);

Gelet op het rapport van 5 december 2018 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 11 januari 2019, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de beslissing van de Waalse Regering van 14 december 2017 betreffende de toekenning van een buitengewoon bijstandskrediet via de CRAC-lange termijn-rekening zonder gewestelijke tussenkomst om de overname van de responsabiliseringsbijdragen van de pensioenen van de personeelsleden van de lokale besturen mogelijk te maken;

Overwegende dat dit besluit terugwerkende kracht moet krijgen op 1 januari 2019;

Overwegende dat het terugwerkende karakter van de bestuursakten toegelaten is voor zover dit nodig is voor de continuïteit van de openbare dienst en de regularisering van een feitelijke of rechtstoestand voor zover de vereisten van rechtsveiligheid en de individuele rechten gevrijwaard blijven;

Overwegende dat de aanneming, in deze, van een besluit met terugwerkende kracht tot gevolg zal hebben dat het Comité de opdrachten kan waarborgen waarmee de Regering het in haar beraad van 20 december 2018 belast heeft;

Overwegende dat de terugwerkende kracht dus voor belanghebbenden van voordeel zal zijn en die zinnig verantwoord is;

Gelet op de omzendbrief van 6 maart 2018 tot vaststelling van de nadere regels betreffende de toekenning van een buitengewoon bijstandskrediet via de CRAC-lange termijn-rekening zonder gewestelijke tussenkomst om de overname van de responsabiliseringsbijdragen van de pensioenen van de personeelsleden van de lokale besturen mogelijk te maken;

Op de voordracht van de Minister van de Plaatselijke Besturen;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Oprichting en samenstelling*

Artikel 1. § 1. Er wordt een Monitoringcomité van de Regering voor de pensioenen van de personeelsleden van de lokale besturen opgericht, samengesteld als volgt:

1° de Minister-President;

2° de vice-Minister-President(en);

3° de Minister bevoegd voor begroting;

4° de Minister bevoegd voor lokale besturen;

5° de leidend ambtenaar of de adjunct-leidend ambtenaar van het "Centre régional d'aide aux communes";

6° de directeur-generaal van het Operationeel Directoraat-generaal Binnenlandse Aangelegenheden en Sociale actie van de Waalse Overheidsdienst.

De cel financiële informatie en de Inspectie van Financiën worden als waarnemers met raadgevende stem uitgenodigd.

§ 2. Het comité bedoeld in paragraaf 1 wordt bijgestaan door een technisch adviescomité, samengesteld als volgt :

1° de Minister bevoegd voor lokale besturen;

2° de leidend ambtenaar of de adjunct-leidend ambtenaar van het "Centre régional d'aide aux communes";

3° de directeur-generaal van het Operationeel Directoraat-generaal Binnenlandse Aangelegenheden en Sociale actie van de Waalse Overheidsdienst.

De cel financiële informatie en de Inspectie van Financiën worden als waarnemers met raadgevende stem uitgenodigd.

§ 3. Het voorzitterschap over de comités bedoeld in de paragrafen 1 en 2 wordt waargenomen door de Minister bevoegd voor lokale besturen.

§ 4. De leden van de comités bedoeld in de paragrafen 1 en 2 worden niet vergoed voor het bijwonen van de vergaderingen van bedoelde comités.

§ 5. Het secretariaat van de comités bedoeld in de paragrafen 1 en 2 wordt waargenomen door het "Centre régional d'aide aux communes". De vergaderingen zijn niet openbaar. De comités kunnen evenwel iedere persoon uitnodigen waarvan de deskundigheid hen verdere informatie kan bezorgen.

De aanwezigheid van die personen wordt beperkt tot de bespreking van het punt waarover ze verzocht worden zich uit te spreken. Ze hebben geen raadgevende stem en worden ingelicht over het vertrouwelijk karakter van de werkzaamheden van bedoelde comités.

§ 6. Elk comité legt zijn huishoudelijk reglement vast.

HOOFDSTUK II. — *Oprichting en werking*

Art. 2. § 1. Het Comité bedoeld in artikel 1, § 1, wordt belast met de controle en de evaluatie van de financiële toestand van diegenen die gewestelijke bijstand aanvragen voor de responsabiliseringsbijdragen voor de pensioenen van de lokale besturen. In dat verband analyseert het comité de relevantie van elke aanvraag en dient in de vorm van een rapport een gemotiveerd advies bij de Regering in.

Haar analyse berust met name op het verslag en het gemotiveerd advies van het Comité bedoeld in artikel 1, § 2.

Daarnaast maakt het jaarlijks een kadaster van de toegekende tegemoetkomingen op.

§ 2. De Minister bevoegd voor Lokale besturen is gemachtigd om de opdrachten van het comité bedoeld in artikel 1, § 1, uit te breiden naar gelang de financiële problematieken waarmee de lokale besturen geconfronteerd worden.

Art. 3. Het Comité bedoeld in artikel 1, § 1, stelt een tijdsplan op voor zijn werkzaamheden in overeenstemming met het tijdsplan vereist in de omzendbrief van 6 maart 2018 tot vaststelling van de nadere regels betreffende de toekenning van een buitengewoon bijstandskrediet via de CRAC-lange termijn-rekening zonder gewestelijke tussenkomst om de overname van de responsabiliseringsbijdragen van de pensioenen van de personeelsleden van de lokale besturen mogelijk te maken.

Het vergadert minstens drie keer per jaar.

HOOFDSTUK III. — *Slotbepalingen*

Art. 4. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2019.

Art. 5. De Minister van de Plaatselijke Besturen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 21 februari 2019

Voor de Regering:
De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuur,
V. DE BUE